



éducation



Et si la Suisse romande pariait sur le CHÈQUE SCOLAIRE?

Alors que le canton de Vaud se déchire sur les réformes scolaires, une association propose d'introduire le libre choix de l'école en Suisse. Un débat nécessaire qui risque de ne pas avoir lieu.

L'idée du chèque scolaire? L'Etat verse un forfait par enfant à chaque établissement en fonction du nombre d'élèves inscrits. Toutes les écoles sont logées à la même enseigne, y compris le privé s'il ouvre ses portes à tous, sans frais d'écologie.

Par Cyril Jost

Elle a failli passer inaperçue. Discrètement installée dans un coin du petit café-théâtre lausannois, elle suit depuis une heure le débat-conférence. Sur scène, quatre enseignants livrent leur vision de l'école. Comment viser la performance sans exclure les plus faibles? Quelles compétences faut-il privilégier? Pour ou contre les notes? La discussion rappelle les débats qui ont enflammé Genève il n'y a pas si longtemps. Au moment des questions, elle se lève et demande le microphone. «Plu- →

ROY MCMAHON-CORBIS-RICK GAYLE-CORBIS (MONTAGE SEÑOR TUCO)/D. R./DAVID SNOW-EYED/ANESSA PÜNTENER

Le chèque scolaire, mode d'emploi

Le chèque scolaire est un forfait correspondant au prix moyen d'un élève à l'école publique durant un an. Pour le canton de Vaud, ce sont quelque 11 000 francs au niveau de l'école primaire, 15 000 francs au degré secondaire et 16 000 francs par an pour le secondaire supérieur. Selon le modèle proposé par Lobby Parents, cet argent serait versé à chaque école – étatique ou privée – au prorata du nombre d'élèves inscrits, pour autant qu'elle soit ouverte à tous, sans distinction ethnique, religieuse ou financière. L'Etat serait chargé d'autoriser ces écoles, de définir les conditions cadres et de contrôler leur fonctionnement.

tôt que de débattre sur la meilleure façon de faire l'école, pourquoi ne pas simplement laisser les parents choisir celle qui convient le mieux à leur enfant?» La salle reste silencieuse, on attend la suite. Qui est cette femme, dont l'accent trahit des origines alémaniques? Elle se présente: «Je m'appelle Susanne Bergius et je parle au nom de Lobby Parents.»

Frémissements dans l'assistance. Certains ont déjà entendu parler de cette organisation, qui milite depuis plusieurs années en Suisse alémanique pour que tout parent puisse scolariser ses enfants dans l'établissement de son choix, grâce au système du chèque scolaire (ou bon scolaire). Jacques Daniélou, président de la Société pédagogique vaudoise, prend la parole pour répondre. «L'école n'est pas juste un service que l'on peut soumettre aux règles du marché. Elle doit offrir les mêmes chances de réussite à tous.» Susanne Bergius se saisit à nouveau du micro. «L'école idéale dont vous parlez n'existe pas. Le système actuel est déjà discriminatoire, puisqu'en cas de difficultés scolaires, seuls les parents aisés peuvent se payer une école privée. Le résultat, c'est une société profondément inégalitaire.»

Elle ne convaincra pas les conférenciers ce soir. La bataille en terre romande sera longue, comme à Bâle-Campagne, où après plusieurs années de travail intense, Lobby Parents vient de faire aboutir une initiative populaire. La votation aura lieu cet automne. Ailleurs en Suisse, notamment dans le canton de Vaud, des initiatives similaires sont en train d'être élaborées. Toutes ont le même objectif: abolir le monopole étatique sur l'enseignement public et introduire le libre choix pour les parents d'élèves.

L'idée est simple: l'Etat calcule un forfait par enfant et le verse à chaque établissement en fonction du nombre d'élèves inscrits. Toutes les écoles sont logées à la même enseigne, y compris les écoles privées, pour autant qu'elles acceptent d'ouvrir leurs portes à tous, sans demander de frais d'écologie. Les écoles élitaires, comme le Rosey à Rolle ou l'Aiglon à Villars, ne seraient pas concernées. En revanche, les établissements Rudolf Steiner ou Montessori, par exemple, pourraient participer au système car le montant du chèque scolaire suffirait à couvrir leurs charges. Elles deviendraient ainsi, de fait, des écoles parapubliques. «Avec ce mécanisme, les parents pourraient choisir un établissement en fonction d'un profil pédagogique et structurel, ce qui créerait une certaine émulation, insiste Susanne Bergius. Cette dynamique renforcerait globalement la qualité de l'enseignement.»

La crainte du démantèlement

Cette proposition fait jaser dans les salles des maîtres. Pour beaucoup, le chèque scolaire est un cauchemar à répétition, une vieille idée plusieurs fois évoquée et enterrée, mais qui finit toujours par revenir sur

le devant de la scène. Le principe a été élaboré au début des années 1980 par l'économiste Milton Friedman, chantre des privatisations et père spirituel du néolibéralisme. On associe donc l'idée du chèque scolaire au démantèlement d'un système. La perspective de voir l'enseignement infiltré par la logique du libre-échange fait craindre une «marchandisation de l'école».

«Mais ce n'est pas du tout ce que nous pronons», s'insurge Susanne Bergius. Assise près de la fenêtre du modeste appartement qu'elle occupe avec son mari et ses trois enfants dans un quartier populaire d'Yverdon-les-Bains, son regard s'arrête sur les immeubles locatifs d'en face. «Si par malheur l'un des enfants de ce quartier rencontre des difficultés scolaires, il est mis à l'écart et a peu de chances de rebondir. C'est cette situation injuste que nous voulons changer.» Son propos sent le vécu, mais Susanne Bergius ne veut pas en faire une affaire personnelle. Oui, son fils aîné, 9 ans, a eu des problèmes à l'école. Après un passage peu concluant par le privé, il a intégré l'école du quartier, où les choses se passent moyennement bien. «Chaque enfant est différent et certains ont des besoins qui s'écartent du modèle classique. Le problème de l'école unique proposée par l'Etat, c'est qu'il n'y a qu'une seule voie possible. Cette situation crée de nombreux drames et beaucoup de parents sont frustrés, parce qu'ils ont l'impression que la responsabilité de l'éducation des enfants leur échappe.»

Un classeur après l'autre vient attester du travail déjà accompli par Lobby Parents depuis sa création en 2002. Lettres aux politiciens, argumentaires envoyés aux enseignants, pétitions, réunions, projections de films... La liste des activités d'information menées dans toute la Suisse depuis



Susanne Bergius, de Lobby Parents, à Yverdon-les-Bains: «Au lieu de passer de réforme scolaire en réforme scolaire en fonction de la couleur politique du moment, pourquoi ne pas tenter une troisième voie, qui permettrait à chacun d'être valorisé dans son rôle?»

quelques années est longue. Et puisque l'enseignement dépend des cantons, il a fallu créer des sections un peu partout. L'antenne vaudoise, qui sert de tête de pont pour la Suisse romande, a trouvé sa place ici. Entre un coin de bureau et quelques rayons de bibliothèque, les brochures d'information fraîchement imprimées attendent d'être envoyées aux enseignants, parents d'élèves ou politiciens.

Un mot tabou

Pour l'instant, une poignée de députés et parlementaires se sont ralliés à la cause de l'association. Jacques Neiryck, par exemple, déclare soutenir la démarche sans réserve. «Le système d'éducation publique est comme tout système fondé sur un monopole: il devient complaisant et fra-

gile, estime le conseiller national PDC. Pour certains, l'école est un mythe intouchable, mais personnellement, je vois les choses plus froidement. L'école est une machine à apprendre.»

Au Grand Conseil vaudois, une motion déposée par la libérale Claudine Wyssa en novembre dernier demande au Conseil d'Etat d'offrir «plus de liberté dans le choix de l'école». Mais elle ne va pas jusqu'à proposer, comme le fait Lobby Parents, l'introduction du chèque scolaire. «C'est une idée tabou, explique la députée. Depuis l'échec d'un projet libéral qui allait dans ce sens il y a une dizaine d'années, plus personne n'ose parler de chèque scolaire dans le canton.» Pourtant, avoue-t-elle, de nombreux libéraux ne seraient pas forcément contre le principe. Ce n'est simplement pas le bon moment.

Une autre raison explique pourquoi le chèque scolaire suscite peu d'enthousiasme de ce côté de la Sarine: de nombreuses écoles privées, particulièrement en Suisse romande, ont la réputation d'être réservées aux gosses de riches ayant échoué dans le public. Jacques-André Haury, qui siège sous la bannière Vert-libérale au Grand Conseil vaudois, ne s'en cache pas: il a lui-même cette image ancrée dans sa tête. «Quand j'étais collégien, l'école publique était la voie royale tandis que ceux qui rataient leur cursus allaient en école privée.» Adversaire historique à EVM, la réforme scolaire «socio-constructiviste» de la fin des années 1990, Jacques-André Haury soutient aujourd'hui une autre initiative, «Ecole 2010», qui prône le retour aux notes à tous les degrés. «Permettre le libre choix, ce serait bais- ➔

“ Le système d'éducation publique est comme tout système fondé sur un monopole: il devient complaisant et fragile.

Jacques Neiryck, conseiller national PDC

MONIKA FLUECKIGER-D.R.



Les pays qui connaissent déjà le libre choix

● **FINLANDE** Championne des classements PISA, la Finlande compte environ 60 écoles privées, autorisées par l'Etat et entièrement financées par lui.

Toutes les prestations de l'école publique doivent également être offertes par ces écoles privées. Au sein du système public, le libre choix des écoles est garanti.

● **SUÈDE** En 1993, la Suède a introduit le principe du chèque scolaire. Les parents peuvent opter pour une école publique de leur propre municipalité, celle d'une autre municipalité, ou une école indépendante fondée sur un projet pédagogique spécifique. Fortement combattu par la gauche au départ, le système fait désormais l'objet d'un large consensus.

● **DANEMARK** Tout groupe de familles totalisant au moins 28 enfants peut ouvrir une école à but non lucratif et demander une subvention qui couvre 80 à 85% des frais de fonctionnement. Le reste, environ 2000 francs par an et par élève, est couvert par les parents. L'Etat exerce une fonction de contrôle, notamment sur l'organisation administrative et le concept pédagogique des écoles. Actuellement, le Danemark compte quelque 500 établissements indépendants, où 13% des écoliers sont scolarisés. Par comparaison, en Suisse, les enfants en école privée représentent 5% du total.



« Depuis l'échec d'un projet libéral il y a une dizaine d'années, plus personne n'ose parler de chèque scolaire dans le canton. »

Claudine Wyssa, députée libérale vaudoise

ser les bras, estime le député, alors qu'il faut continuer à se battre pour que l'école publique soit la meilleure.»

Mais le système scolaire suisse n'est plus le meilleur depuis longtemps. C'est en tout cas ce qui ressort des enquêtes PISA qui, depuis 2001, fournissent une photographie des performances scolaires des élèves de par le monde. Dans ce classement, la Suisse se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE, ni plus, ni moins. C'est une véritable gifle, quand on sait par ailleurs que la Suisse figure dans le trio de tête des pays qui dépensent le plus d'argent par élève. Pour Susanne Bergius, «c'est bien la preuve que la qualité de l'éducation n'est pas seulement une question de moyens».

PISA amène de l'eau au moulin

L'enquête PISA 2006 révèle une autre caractéristique du système suisse: l'écart entre les résultats des enfants issus de l'immigration et ceux des élèves indigènes est très important. La Finlande, le Canada ou Hongkong, trois pays qui figurent en tête du palmarès PISA, intègrent beaucoup mieux leurs minorités que nous. «Le système actuel ne fonctionne pas, insiste Susanne Bergius. On s'évertue à dire que l'école publique est garante d'intégration alors qu'en réalité, ce n'est vrai que pour une partie de la population.» Professeur d'économie à l'Université de Berne, Stefan Wolter confirme: «Les études de l'OCDE montrent que la probabilité pour qu'un enfant de parents non universitaires fasse un jour des études est plus faible en Suisse que dans la plupart des autres pays industrialisés. Cette ségrégation, qui se fait prin-

cipalement en fonction des lieux de domicile, serait probablement moins importante si les parents avaient la possibilité de choisir librement l'école de leurs enfants.» (Lire aussi interview en page suivante.)

«Tout cela reste à prouver, estime Georges Pasquier, président du Syndicat des enseignants romands. La priorité des enseignants reste l'intégration la plus large possible. Or, avec le libre choix, il y aura des écoles élitistes d'un côté et des écoles poubelles de l'autre.» Faux, rétorquent les défenseurs du chèque scolaire: dans les pays où le libre choix a été introduit, l'expérience a montré que 80% des parents continuent à envoyer leurs enfants à l'école la plus proche. Mais la simple possibilité de changer d'école, pour la minorité qui le souhaite, contribue à changer totalement la relation entre l'école et le reste de la société.

Revaloriser le métier d'enseignant

Dans les pays nordiques, par exemple, le métier d'enseignant jouit d'une tout autre image qu'en Suisse, où le nombre de burn-out atteste d'une situation extrêmement tendue. «Grâce au libre choix, les enseignants deviennent de véritables créateurs en pédagogie, avec la possibilité d'initier des projets, relève Jean-Daniel Nordmann, directeur de l'école de la Garanderie à Lausanne et auteur de plusieurs livres sur le libre choix de l'école. Mais il y a des craintes importantes parmi les enseignants. Ils ont surtout peur d'être davantage soumis au jugement des parents.»

Georges Pasquier reconnaît qu'il y a un réflexe de défense chez les enseignants. «Mais je les comprends entièrement, dit-il. Il y a quelques décennies, ils avaient un

statut particulier, ils étaient les détenteurs incontestés du savoir. Je me bats tous les jours contre ce réflexe et pour que notre métier évolue avec son temps. Je reste cependant convaincu que l'école doit rester à l'abri de toute logique marchande.»

Sur ce point, il semble régner un large consensus. De la gauche à la droite du spectre politique, même si les conceptions sont diamétralement opposées, on s'affirme fermement attaché à «l'école républicaine», une et indivisible. «C'est un principe intangible», décrète Anne-Catherine Lyon, la conseillère d'Etat socialiste en charge de la Formation dans le canton de Vaud. A Genève, Jean Romain, porte-parole de l'Association refaire l'école (ARLE), tient un discours similaire: «L'école est une institution, pas un service où le client serait roi. Elle se doit de garantir un même enseignement fondamental sur tout un territoire.» Cette vision est partagée par de nombreux

autres enseignants et politiciens. Quelles que soient les vertus de la concurrence, l'école représenterait en quelque sorte le dernier creuset de cohésion face à l'individualisme, le seul garant du contrat social qui nous lie tous. L'Eglise et l'armée ont déjà entamé leur sombre périple vers l'insignifiance, alors sauvons au moins l'école!

Sortir d'une logique d'affrontement

Pour les défenseurs du libre choix, ce discours relève du mythe. «Aujourd'hui, on se retrouve avec des classes à 25 élèves de 25 origines différentes et certains veulent encore faire croire à l'homogénéité, dit Jean-Daniel Nordmann. Or, l'égalité, c'est de donner à chaque élève ce dont il a besoin, et non pas la même chose à tout le monde. Je refuse l'école à deux vitesses, je veux l'école à mille vitesses!»

Dans quelques mois, la section vaudoise de Lobby Parents lancera son initiative cantonale intitulée «Oui à la diversité et au choix de l'école pour tous». Ce sera l'occasion de mesurer à quel point les Romands sont ouverts à l'idée du libre choix. «Il faut sortir de la logique d'affrontement, insiste Susanne Bergius. Au lieu de passer de réforme scolaire en réforme scolaire en fonction de la couleur politique du moment, pourquoi ne pas tenter une troisième voie, qui permettrait à chacun d'être valorisé dans son rôle?» Susanne Bergius prend sa fille Salomé, 9 mois, et la serre contre son corps. Dans ses yeux, une lueur d'espoir. «Quand les parents, les enseignants et les politiciens se seront enfin mis d'accord, nous aurons tous atteint notre objectif commun: l'épanouissement de l'enfant.» Et même si cela prendra du temps, se dit-elle, avec un peu de chance, Salomé verra peut-être ce jour.



BENJAMIN ZURBRIGGEN - D. R.

Stefan Wolter se définit comme un défenseur du libre choix de l'école. Interview d'un économiste qui partage son temps entre l'Université de Berne, où il enseigne l'économie de l'éducation, et le Centre suisse de coordination pour la

recherche en éducation (CSRE) qu'il dirige à Aarau.

Que pensez-vous de l'action de Lobby Parents?

Cette association met le doigt sur un

problème majeur, celui du manque de compétition au sein du système éducatif suisse. Je suis en tout cas favorable à ce qu'il y ait un choix beaucoup plus prononcé entre écoles publiques.

Qu'en est-il des chèques scolaires applicables aux écoles privées?

En donnant plus d'autonomie aux écoles et en permettant le libre choix à l'intérieur du système public, nos écoles deviendraient automatiquement plus performantes. D'un point de vue d'économiste, il n'y aurait alors pas forcément besoin que l'Etat finance les écoles privées.

Lobby Parents promeut également le pluralisme des approches pédagogiques.

C'est un choix politique: la population suisse est-elle prête à soutenir un système qui permet à chacun d'envoyer gratuitement ses enfants dans une école qui correspond à ses orientations pédagogiques ou idéologiques personnelles? L'Université de Berne a effectué un sondage en mai 2007, qui montre que 64% des Suisses sont favorables au libre choix au sein du système public, mais seulement 27% de la population soutiendrait un financement des écoles privées par l'Etat. ■